



<p>CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES</p> <p>TERMES DE REFERENCE : PRESTATIONS INTELLECTUELLES</p>

PROPARCO
151 rue Saint-Honoré
75001 PARIS

Concernant la prestation

**DÉVELOPPEMENT DES PROCÉDURES LCB-FT POUR UNE
INSTITUTION DE MICROFINANCE AU CAMEROUN**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. Présentation du Service Prescripteur3

ARTICLE 2. Objet du marché3

ARTICLE 3. Contexte et objectifs de la mission3

ARTICLE 4. Prestation attendue.....4

ARTICLE 5. Livrables attendus.....5

ARTICLE 6. Modalité d’exécution.....5

 6.1 Méthodologie attendue5

 6.2 Exigence particulière de réalisation / Conditions d’exécution5

 6.3 Planning d’exécution6

ARTICLE 7. Compétences attendues du Prestataire6

ARTICLE 1. Présentation du Service Prescripteur

PROPARCO (le « Prescripteur ») est la filiale de l'Agence Française de Développement (AFD) dédiée au financement du secteur privé. Sa mission est de favoriser l'investissement privé dans les pays émergents et en développement, afin de soutenir une croissance inclusive et durable. Présente dans 80 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient, elle finance, à travers une gamme de produits allant de la dette au capital, les institutions financières et les projets des entreprises du secteur privé. PROPARCO se concentre sur les domaines clés du développement, tels que les infrastructures basées sur les énergies renouvelables, l'agro-industrie, le secteur financier, la santé et l'éducation. Pour plus d'informations, voir www.proparco.fr.

En complément des financements qu'elle apporte, PROPARCO peut proposer une assistance technique à ses clients. Ces services visent à soutenir les pratiques responsables et les initiatives innovantes du secteur privé, et ainsi renforcer l'impact des investissements de PROPARCO sur le développement local. A travers ces services, PROPARCO soutient le financement d'études (de faisabilité par exemple) et d'audits, ainsi que la mise en œuvre des projets internes de ses clients, pour lesquels un ou plusieurs consultants peuvent être recrutés. Pour plus d'informations, voir www.proparco.fr/en/technical-assistance-development-tool-serving-private-sector.

L'Agence de Crédit pour l'Entreprise Privée au Cameroun (ACEP Cameroun SA) (le « Bénéficiaire » ou l'IMF) est une institution de microfinance créée en 1999 et dont le travail est d'accompagner le développement des Très Petites Entreprises (TPE) dans les centres urbains et ruraux du pays. ACEP Cameroun lutte contre la pauvreté en étendant les financements aux couches les plus vulnérables de la population, ainsi qu'aux marchés publics et privés, aux fonctionnaires et agents de l'état, aux retraités et aux salariés du secteur privé. L'institution assure également la sécurité de l'épargne des agents économiques.

ARTICLE 2. Objet du marché

L'objectif de cette mission est d'évaluer, renforcer et mettre à jour les procédures LCB-FT de l'IMF ACEP Cameroun conformément aux recommandations du Groupe d'Action Financière (GAFI) et aux exigences réglementaires en vigueur. Il s'agit également de mettre en place un système de filtrage automatique des listes de sanctions et d'assurer la formation des employés de l'IMF.

ARTICLE 3. Contexte et objectifs de la mission

Dans un contexte de renforcement des exigences réglementaires en matière de LCB-FT, cette mission vise à :

- I. Accompagner l'IMF dans le choix et la mise en place d'un système de filtrage automatique des listes de sanctions (ONU, Union Européenne, France etc.).
- II. Évaluer les procédures et pratiques actuelles de l'IMF en matière de connaissance client (dit KYC) et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT), réaliser une cartographie des risques LCB-FT.
- III. Proposer un plan d'action permettant à l'IMF d'améliorer ses procédures afin de se conformer aux standards internationaux et fournir l'appui nécessaire à la mise à jour des procédures.
- IV. Fournir une formation à l'équipe conformité et la direction de l'IMF sur les exigences LCB-FT.
- V. Evaluer l'effectivité du système de filtrage.

ARTICLE 4. Prestation attendue

La mission comprend :

1. Mise en place du filtrage automatique des listes de sanctions

- Analyse des besoins et spécifications fonctionnelles du système de filtrage automatique pour une intégration optimale aux outils existants de l'IMF.
- Assistance dans le choix et l'implémentation d'un outil de filtrage. Une attention particulière sera portée à l'architecture du Core Banking System (CBS) du Bénéficiaire en cours de révision et d'amélioration¹. Le consultant fera des recommandations en tenant compte de cette refonte du CBS afin que le système de filtrage soit opérationnel, facilement intégré et compatible avec le CBS actuel et la version future.
- Analyse comparative des coûts des solutions de filtrage pour le Bénéficiaire seul ou bien avec l'ensemble des filiales du Groupe ACEP. Les coûts de la solution de filtrage devront donc être étudiés et décomposés pour refléter ces deux options : solution groupée ou individuelle.
- Test et validation du système.
- Formation des utilisateurs clés.

2. Diagnostic et recommandations

- Cartographie des risques LCB-FT selon les processus, produits financiers, types de clients et autres aspects pertinents.
- Analyse des procédures actuelles au niveau de l'IMF et du groupe : documentation interne, diligences effectuées, fréquence de mise à jour, système d'alerte, etc.
- Examen de la chaîne de contrôle et des procédures relatives aux Personnes Politiquement Exposées (PPE) et au filtrage des listes de sanctions.
- *Gap assessment*, analyse des écueils et recommandations pour une mise en conformité avec les normes du GAFI et les standards du Groupe AFD.
- Évaluation des capacités du système d'information de l'IMF à soutenir la politique LCB-FT.

3. Amélioration et mise à jour des procédures LCB-FT

- Mise à jour des procédures selon les normes internationales et nationales.
- Définition des responsabilités de l'équipe conformité de l'IMF (et au niveau du groupe), rédaction des fiches de poste et adaptation de l'organigramme.
- Soutien au recrutement de profils compétents pour l'équipe conformité, si nécessaire.
- Accompagnement de l'IMF dans la mise en place des recommandations, y compris les adaptations nécessaires du système d'information.
- Préparation de supports de formation adaptés aux besoins de l'IMF et qui pourront être donnés en interne.

4. Sensibilisation et formation sur les risques LCB-FT

- Organisation de sessions de formation pour les dirigeants et les cadres.
- Mise en place d'un programme de formation continue, sur la base des supports développés lors de la mise à jour des procédures.

5. Suivi et évaluation du système de filtrage

- Accompagnement et évaluation de leur mise en œuvre du système de filtrage.

¹ Pour information, le CBS actuel d'ACEP est un progiciel développé en interne pour l'ensemble des filiales ACEP via la filiale spécialisée ACEP NEWTECH en cessation d'activité à date. Le prochain CBS pour les opérations sera MUSONI, et pour le volet comptable ce sera ODOO COMPTA.

ARTICLE 5. Livrables attendus

Les livrables attendus par Proparco et le Bénéficiaire sont :

1. **Rapport initial** : diagnostic de la situation actuelle, analyse des risques et recommandations.
2. **Documentation du système de filtrage** : spécifications, tests et validations.
3. **Corpus procédural mis à jour** conformément aux recommandations du GAFI, et notamment :
 - a. Politique en matière de conformité
 - b. Procédure en matière de LCB-FT (y compris les PPE) ;
 - c. Procédure en matière de respect des sanctions internationales ;
 - d. Procédure détaillant les processus d'*onboarding* client d'un point de vue KYC ;
 - e. Procédure détaillant l'organisation et le rôle de la fonction conformité
4. **Formation et matériaux de formation** pour les différents publics concernés.
5. **Rapport de suivi** : analyse de l'utilisation par les équipes du système de filtrage et de son intégration, recommandations d'amélioration.

Le Titulaire sera tenu de fournir ces rapports sur un support électronique aux adresses communiquées lors de la réunion de lancement de la prestation.

Le Prescripteur et le Bénéficiaire devront valider chaque rapport conforme. Seule la validation expresse et écrite de chaque rapport par le Prescripteur et le Bénéficiaire apportera la preuve de cette conformité.

Dans l'hypothèse d'un rapport non conforme, le Prescripteur et le Bénéficiaire adresseront par tout moyen des observations dans un délai de 3 semaines à compter de la réception du rapport, qui devront être pris en compte par le Titulaire, lequel devra remettre un rapport modifié dans un délai de 4 semaines à compter de l'envoi par le Prescripteur et le Bénéficiaire de leurs observations.

ARTICLE 6. Modalité d'exécution

6.1 Méthodologie attendue

Le prestataire proposera la méthodologie la plus adaptée pour mener à bien ses activités, en accord avec le responsable de la mission.

6.2 Exigence particulière de réalisation / Conditions d'exécution

La mission nécessitera une présence ponctuelle sur site pour des ateliers de travail et des formations (au siège et dans les agences à conditions qu'elles ne soient pas situées en zone orange ou rouge selon le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères français, se référer au site « [conseil aux voyageurs](#) »). Une coordination continue avec les équipes de l'IMF sera requise.

L'exécution du marché nécessite l'usage permanent de la langue française : documents, réunions, comptes rendus, courriers électroniques, tous livrables, etc.

Le prestataire mettra l'accent sur la mise en place du système de filtrage, étant un attendu prioritaire de Proparco et du Bénéficiaire.

Le prestataire aura accès aux documents et outils nécessaires pour la mission. L'IMF facilitera les échanges avec ses équipes et mettra à disposition les ressources internes pour assurer la mise en œuvre des recommandations.

6.3 Planning d'exécution

Etapes	M 1	M 2	M 3	M 4
Réunion de lancement de la prestation (<i>kick-off meeting</i>)	X			
Rapport initial (diagnostic et <i>gap assesment</i>) – Livrable 1	X	X		
Implémentation du système de filtrage et formation à l'outil – Livrable 2	X	X	X	
Remise des procédures finales et supports de formation – Livrables 3 et 4		X	X	X
Formation des équipes concernées aux outils – Livrable 4			X	X
Suivi et vérification de la bonne application du système de filtrage – Livrable 5				X

La prestation se déroulera sur une période allant de 4 à 5 mois maximum.

ARTICLE 7. Compétences attendues du Prestataire

- Diplôme avancé en finance, audit, gestion des risques ou systèmes d'information.
- Expérience d'au moins 5 ans dans des missions similaires auprès d'institutions financières.
- Connaissance approfondie des pratiques LCB-FT et du filtrage des sanctions.
- Maîtrise des normes du GAFI et des exigences réglementaires locales.
- Connaissance du contexte camerounais et expérience dans géographie similaire.
- Certification internationale en LCB-FT souhaitée.
- Capacité à rédiger des rapports de qualité et à fournir des recommandations pratiques.
- Compétences en systèmes d'information pour la mise en place du filtrage automatique.

Le prestataire choisi devra posséder les deux expertises, à la fois informatique et en audit/risques.